

Pas d'économies sur l'école : construisons une mobilisation forte



Le service public de l'Éducation est devenu une variable d'ajustement des différents gouvernements Macron qui se succèdent mais ne proposent rien d'autre que toujours plus de restrictions budgétaires. Avec mépris, sur leurs chaises musicales, les ministres de l'Éducation ignorent les réalités que nous vivons au quotidien dans nos classes et nos établissements, qu'ils soient privés ou publics :

- Il manque des personnels dans nos établissements.
- Nos classes sont surchargées mais des classes et des établissements ferment tous les ans.
- Les personnels se disent en souffrance à 80% d'entre nous dans les établissements privés sous contrat, soumis à un management brutal.
- Les personnels sont écrasé·es par toujours plus de charge de travail.
- Les réformes s'enchaînent sans le temps de la réflexion.
- Les dispositifs de prévention médicale sont toujours insuffisants pour les personnels et les élèves.
- Aucune mixité sociale n'est respectée dans les établissements privés sous contrat.

Pour les agent·es de l'État des établissements privés sous contrat et les fonctionnaires des établissements publics, depuis l'année 2000, le pouvoir d'achat n'a fait que diminuer depuis plus de vingt ans, jusqu'à atteindre une baisse cumulée de 29,1%. Celles et ceux qui sont devenu·es professeur·es au début des années 1980 auront perdu plus de 50% de pouvoir d'achat durant tout leur parcours de carrière malgré leurs augmentations d'échelons.

Les deux dernières revalorisations du point d'indice ont été de 3.5% en 2022 et de 1.5% en 2023 alors que l'inflation des années 2022 a été de 5,2% et 2023 de 5,9%, selon l'INSEE.

C'est pourquoi, nous étions nombreuses et nombreux hier à nous mobiliser pour une meilleure répartition des richesses contre l'austérité du budget proposé par le Gouvernement : secteur privé et secteur public étaient dans la rue !

La mobilisation paye. Après un premier recul sur les jours fériés travaillés, le Premier ministre recevra à nouveau, dans les prochains jours, les organisations syndicales.

L'intersyndicale proposera une communication rapidement pour envisager la suite de la mobilisation et les revendications à porter.

Dans l'enseignement, le SUNDEP Solidaires défend le service public d'Éducation et revendique :

- le dégel du point d'indice ;
- l'annulation du jour de carence et la prise en charge des jours de congés pour maladie à 100% ;
- la titularisation de tou·tes les contractuel·es ;
- un service de prévention médical et social à la hauteur des effectifs ;
- un accroissement des contrôles des établissements privés sous contrat ;
- la fonctionnarisation des agent·es d'État qui enseignent dans les établissements privés sous contrat.

Si on peut se réjouir aujourd'hui d'un communiqué de presse de Matignon qui supprime « la délégation générale en charge du service national universel au 1^{er} janvier 2026 et de la mise en extinction du SNU », nous dénonçons la militarisation de la jeunesse et restons préoccupé·es par la création d'un service militaire volontaire (SMV).

Le SUNDEP Solidaires appelle à la poursuite des mobilisations pour que l'école reste un lieu d'émancipation, de bien-être et de savoir.

Pas d'économies sur l'école !